



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESKA

245 rue Marie Marvingt
ZI de la Croix d'Argent
54200 Toul

Références : FC/2025_0225
Code AIOT : 0006207713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement ESKA implanté ZI de la Croix d'Argent 54200 Toul. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESKA
- ZI de la Croix d'Argent 54200 Toul
- Code AIOT : 0006207713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de l'établissement de la société ESKA - DERICHEBOURG à TOUL sont relatives à la récupération, l'entreposage, et le tri de déchets principalement métalliques apportés par les particuliers ou de sociétés tierces. Le stockage de batteries au lithium n'est pas autorisé sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 4.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	sols	Arrêté Ministériel du 12/12/2007, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 3.5	Sans objet
2	tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 3.7	Sans objet
4	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 4.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection des éléments de justification relatifs à la rédaction puis la conservation des compte-rendus des exercices internes liés à l'organisation de la défense contre l'incendie et également d'éléments attestant de la bonne étanchéification de ces aires de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 3.5
Thème(s) : Autre, comptabilité des stocks de DEEE
Prescription contrôlée : [...] En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets. » [...]
Constats : L'exploitant tient une comptabilité de ces stocks présents sur l'exploitation à l'aide d'un outil de gestion numérique dont l'une des fonctions est de réaliser un lien entre les bons de pesée établis et la gestion des déchets présents sur le site. Lors de chaque entrée ou sortie de tout type de déchets, une mise à jour de l'état de stocks est automatiquement réalisée immédiatement à l'aide d'un logiciel informatique. Ce système sous format dématérialisé est disponible et accessible par tout temps et en tout lieu pour les personnels autorisés de la société. Au moment de la visite, un test de contrôle sur le stock des batteries a permis de contrôler la concordance entre le volume indiqué sur le registre informatique et la quantités présente sur le site. Le test n' a pas donné lieu à d'observations particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 3.7
Thème(s) : Autre, tri des DEEE contenant des batteries
Prescription contrôlée : Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]
Constats : Aucune batterie au lithium n'est acceptée sur le site. Une activité de collecte de batteries au plomb est effectuée sur le site par l'intermédiaire de deux

conteneurs exclusivement réservé à cet usage. Lors de l'inspection, il a été constaté visuellement que les conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions pour les stockages de batteries au plomb sont effectives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

<p>Constats :</p> <p>Des personnels de l'établissement disposent de téléphones professionnels permettant d'alerter rapidement les services d'incendie et de secours en cas d'incident.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Ces documents sont intégrés dans le plan de défense incendie de l'établissement.</p> <p>La présence d'extincteurs a été vérifiée visuellement. Le défaut d'accessibilité de l'extincteur à roues situé à proximité de la cuve de gazole et l'absence d'étiquetage d'un GRV contenant une réserve de 1 m3 d'eau dédiée à la lutte contre l'incendie ont été constatés.</p> <p>Par mail du 27 février 2025, l'exploitant a transmis des planches photographiques du déplacement de l'extincteur à roues à un emplacement accessible et de l'étiquetage du GRV. Ces éléments ont permis de constater que l'exploitant avait remédié à ces non conformités.</p> <p>L'établissement dispose d'un unique poteau d'incendie présent sur le site. Lors de l'inspection, il a été constaté visuellement l'absence de débroussaillage autour de cet équipement.</p> <p>Le rapport de contrôle du poteau incendie en date du 16 décembre 2024 comporte plusieurs incohérences sur les données recueillies par la société de vérification. Par mail du 27 février 2025, l'exploitant informe le service de l'inspection que ces incohérences vont être rectifiées par la société spécialisée.</p> <p>Des vérifications annuelles de tous les équipements sont réalisées et notées sur un registre spécifique sur support papier. Celui-ci a été présenté au service de l'inspection. Un contrôle par sondage sur site a été également effectué au moment de la visite et n'a pas donné lieu à d'observations particulières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit effectuer des opérations de débroussaillage autour du poteau incendie interne de l'établissement afin de faciliter son accès et de permettre son utilisation optimale.</p> <p>La société ESKA DERICHEBOURG doit transmettre au service de l'inspection un justificatif de cette opération d'entretien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Plan de défense contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 4.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services</p>

d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie. Le document écrit est disponible dans un emplacement adapté et sécurisé à l'entrée de l'établissement.
Lors de l'inspection, le plan de défense incendie a été présenté au service en charge du contrôle.

<p>Le document contient les éléments minimaux attendus par la réglementation.</p> <p>Un exemplaire du plan de défense incendie a été transmis au services d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Maîtrise des incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 4.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p> <p>.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice d'incendie a été effectué en date du 15 avril 2024.</p> <p>Les derniers exercices effectués n'ont pas fait l'objet de comptes rendus. L'exploitant doit mettre en place une action corrective permettant de régulariser cette situation.</p> <p>Par mail en date du 27 février 2025, l'exploitant a transmis au service de l'inspection les</p>

attestations de formation des personnels du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection, les mesures mises en œuvre pour formaliser la rédaction et la conservation des compte-rendus de ces exercices contre l'incendie qu'il réalise dans son dépôt de Toul.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2007, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité des sols
Prescription contrôlée :
Le sol des aires et des locaux de stockage, ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, et le sol des aires et locaux de transit, regroupement, tri, désassemblage et remise en état des déchets d'équipements électriques et électroniques admis dans l'installation, est étanche.
Constats :
Lors de l'inspection sur le site, il n'a pas été possible de constater visuellement de la garantie de l'étanchéité des sols sur des aires et locaux de transit, regroupement, tri, désassemblage des déchets, notamment par la présence de flaques d'eaux stagnantes importantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection, toutes justifications permettant de garantir du respect de cette obligation d'étanchéité de sols sur les aires compartimentées des stockages des déchets métalliques et des véhicules hors d'usage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois